



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Fédération Française de Badminton

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023
Fédération Française de Badminton
9-11 avenue Michelet - 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Fédération Française de Badminton

9-11 avenue Michelet - 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale de l'association Fédération Française de Badminton,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Fédération Française de Badminton relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil Exécutif.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 3 avril 2024

KPMG SA

Erik

Boulois

Signature
numérique de
Erik Boulois
Date : 2024.04.03
09:55:31 +02'00'

Erik Boulois

Associé



Association Fédération Française de Badminton
9-11 Avenue MICHELET
93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE

COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Sommaire

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

<i>Bilan Actif</i>	3
<i>Bilan Passif</i>	4
<i>Compte de Résultat 1/2</i>	5
<i>Compte de Résultat 2/2</i>	6

Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	1 437 317	996 640	440 677	513 061
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours	470 552	289 153	181 399	86 277
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	961 660	188 595	773 065	779 024
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	748 397	529 106	219 291	238 777
	Autres immobilisations corporelles				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	17 320		17 320	17 320
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	95		95	95
	Autres immobilisations financières	10 871		10 871	8 603
TOTAL (I)		3 646 212	2 003 495	1 642 717	1 643 156
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	143 902	45 573	98 330	72 985
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 028 150	97 272	930 878	1 174 012
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	876 185		876 185	776 167
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	4 132 965		4 132 965	5 423 600
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	97 199		97 199	129 030
	TOTAL (II)	6 278 402	142 845	6 135 557	7 575 793
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		9 924 614	2 146 340	7 778 274	9 218 950
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				10 966	8 698
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	812 354	983 784
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	2 076 400	2 247 095
	Excédent ou déficit de l'exercice	(1 323 725)	(342 125)
	Total des fonds propres (situation nette)	1 565 029	2 888 754
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	100 528	126 100
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	100 528	126 100
	Total des fonds propres	1 665 557	3 014 854
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	110 897	268 404
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	110 897	268 404
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	135 785	104 869
	Total des provisions	135 785	104 869
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	25 017	24 143
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 512 258	1 338 138
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	747 698	630 817
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	99 459	538 694
	Produits constatés d'avance	3 481 603	3 299 031
	Total des dettes	5 866 035	5 830 823
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	7 778 274	9 218 950
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(1 323 724,64)	(342 124,67)
	(1) Dont à moins d'un an	5 866 035	5 830 823
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	25 017	24 143

Compte de Résultat 1/2

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	5 486 629	4 764 734
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	45 981	260 923
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	2 214 858	1 731 793
	dont parrainages	45 407	57 316
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 149 155	2 198 227
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	14 550	41 089
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	582 237	415 933
	Utilisations des fonds dédiés	228 429	189 049
	Autres produits	702 899	611 625
Total des produits d'exploitation		11 424 738	10 213 373
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	46 022	30 580
	Variation de stock	(19 181)	14 898
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	7 714 453	6 031 407
	Aides financières	729 381	784 389
	Impôts, taxes et versements assimilés	203 656	155 973
	Salaires et traitements	2 230 145	1 778 382
	Charges sociales	861 767	699 926
	Dotation aux amortissements et dépréciations	381 319	279 263
	Dotation aux provisions	30 916	
	Reports en fonds dédiés	95 617	268 404
	Autres charges	563 835	540 073
	Total des charges d'exploitation	12 837 930	10 583 294
RESULTAT D'EXPLOITATION		(1 413 192)	(369 922)

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2023	31/12/2022
RESULTAT D'EXPLOITATION		(1 413 192)	(369 922)
PRODUITS FINANCIERS	De participation	9 259	13 889
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	67 517	13 041
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		76 776	26 930
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		76 776	26 930
RESULTAT COURANT avant impôts		(1 336 417)	(342 992)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	3 040	3 169
	Sur opérations en capital	28 001	4 900
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	31 040	8 069
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	1 123	
	Sur opérations en capital	217	2 262
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	1 341	2 262
RESULTAT EXCEPTIONNEL		29 700	5 807
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		17 008	4 940
TOTAL DES PRODUITS		11 532 554	10 248 371
TOTAL DES CHARGES		12 856 279	10 590 496
EXCEDENT ou DEFICIT		(1 323 725)	(342 125)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL		1 933 135	1 789 523
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL		1 933 135	1 789 523

FEDERATION FRANCAISE DE BADMINTON

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos

le 31 décembre 2023

Table des matières – Annexe

I.	Description de l'objet social, des activités ou missions sociales, des moyens mis en œuvre.....	9
II.	Faits caractéristiques d'importance significative de l'exercice et postérieurs à la clôture.....	10
1.	Faits marquants de l'exercices.....	10
2.	Faits postérieurs à la clôture	10
III.	Principes et Méthodes Comptables	10
1.	Principes généraux.....	10
a)	Changement de méthode comptable	10
b)	Changement de présentation et ajustements.....	10
2.	Principales méthodes comptables.....	11
IV.	Informations relatives aux postes du bilan.....	11
1.	Actif immobilisé	11
a)	Immobilisations incorporelles et corporelles	11
b)	Méthode d'amortissement	12
c)	Immobilisations financières	14
2.	Actif circulant	15
a)	Stocks et en cours.....	15
b)	Créances	15
c)	Disponibilités.....	16
d)	Détail des charges constatées d'avance.....	16
3.	Tableau des dépréciations de l'actif.....	17
4.	Tableau de variation des fonds propres.....	17
5.	Tableau de variation des fonds dédiés.....	19
6.	Tableau de variation des provisions pour risques et charges.....	19
7.	Dettes	20
a)	Etat des dettes	20
b)	Charges à payer.....	21
c)	Produits constatés d'avance	21
V.	Informations relatives au compte de résultat	22
1.	Produits du compte de résultat	22
a)	Détail des subventions	22
b)	Ressources de l'organisme de formation FORMABAD	23
2.	Honoraires des commissaires aux comptes	24
3.	Tableau des aides versées	24
4.	Sectorisation des activités	24
VI.	Autres informations.....	25
1.	Informations relatives à l'effectif	25
2.	Informations relatives aux dirigeants.....	25
VII.	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan.....	26
1.	Engagements financiers donnés et reçus	26
2.	Contributions volontaires en nature	26

I. Description de l'objet social, des activités ou missions sociales, des moyens mis en œuvre.

LA FEDERATION FRANCAISE DE BADMINTON est une association qui a pour objet de fédérer, sur les plans départemental, régional et national, les associations ou autres organismes ayant pour objet la pratique du badminton et des disciplines dérivées, connexes ou complémentaires, dans la métropole, les pays et régions d'outre-mer, à Saint Pierre et Miquelon et Mayotte, qui auront demandé et obtenu leur affiliation.

La fédération favorise la création de nouvelles associations pratiquant le badminton ou l'adoption de cette pratique par des associations existantes. Elle organise, coordonne, développe et contrôle la pratique du badminton, incluant les activités dérivées, connexes ou complémentaires. Elle organise les compétitions, notamment les championnats de France inhérents à la pratique.

Elle forme des dirigeants bénévoles et cadres techniques pour l'encadrement des clubs, ainsi que des officiels techniques pour l'encadrement des compétitions. Elle défend les intérêts moraux et matériels du badminton français.

Elle a pour objectif l'accès de tous à la pratique des activités physiques et sportives. Elle s'interdit de toute discrimination. Elle veille au respect de ces principes par ses membres, au respect de la charte éthique, et de déontologie de la FFBaD, qui est conforme aux principes définis par le CNOSF. Elle prend en compte, en les adaptant au droit et aux besoins nationaux, les règles édictées par les organismes internationaux auxquels elle adhère.

Elle s'efforce de respecter un développement durable, notamment dans les dimensions écoresponsable et sociétale. Elle assure les missions prévues au Code du Sport en ce qui concerne l'organisation et la promotion des activités physiques et sportives.

La Fédération se compose d'associations sportives constituées dans les conditions prévues par le Code du Sport et peut comprendre également des licenciés à titre individuel.

Ses moyens d'actions sont notamment l'institution de ligues régionales et comités départementaux ainsi que des commissions nécessaires à son bon fonctionnement, la délivrance de licences, l'organisation et le contrôle de toutes activités compétitives, de loisirs et de sport santé, notamment par l'élaboration de règlements techniques et sportifs, l'établissement d'un calendrier annuel, la classement des joueurs, la sélection des équipes nationales, l'organisation du haut niveau, l'agrément du matériel, le classement des installations sportives et l'attribution de titres, prix et récompenses. Elle met en œuvre des sessions de formation et de perfectionnement de cadres, dirigeants et officiels techniques sanctionnées par la délivrance de diplômes.

II. Faits caractéristiques d'importance significative de l'exercice et postérieurs à la clôture

1. Faits marquants de l'exercices

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

- La saison sportive 2023/2024 enregistre un nombre record du nombre de licenciés en dépassant les 200 000 licences.
- Cette année les Internationaux de France de Badminton se sont tenus du 24 au 29 octobre 2023. Ils ont été exceptionnellement délocalisés à Rennes.
- Le Prize money des YIFB versés en 2023 est en augmentation par rapport à 2022 : + 100 k€.
- Cette année, la fédération a répondu à l'appel à projet « Plan 5000 équipements ». Une subvention de 335 000€ a ainsi permis de financer 25 terrains de Airbad.
- Les frais d'hébergement et de déplacement enregistre une hausse significative du fait de l'inflation (+ environ 200 k€).
- Au 31/12/2023, la fédération enregistre une forte dégradation de la trésorerie : - 1 290 000€.

2. Faits postérieurs à la clôture

Aucun fait n'est à signaler.

III. Principes et Méthodes Comptables

1. Principes généraux

a) Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode comptable en 2023.

b) Changement de présentation et ajustements

i. Bilan

Néant

ii. Compte de résultat

Néant

2. Principales méthodes comptables

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- Le bilan
- Le compte de résultat,
- L'annexe

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du plan comptable générale.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC 2018-06 et à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total est de 7 778 274 euros (contre 9 218 950€ au 31/12/2023) et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, affiche un total de produits de 11 532 554 euros et un total charges de 12 856 279 euros dégageant ainsi un résultat négatif de -1 323 725 euros. L'exercice a une durée de 12 mois.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

IV. Informations relatives aux postes du bilan

1. Actif immobilisé

a) Immobilisations incorporelles et corporelles

La méthode de comptabilisation des immobilisations se fait conformément au règlement CRC 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les dotations aux amortissements sont calculées suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue.

En cas d'existence d'un indice de perte de valeur à la clôture de l'exercice, il est procédé à des tests de valeur ; si la valeur actuelle est nettement inférieure à la valeur nette comptable, il est constaté une dépréciation pour ramener les immobilisations à leur valeur actuelle. Il en est de même pour les immobilisations en cours ; cette dépréciation peut notamment résulter d'une incertitude sur l'utilité de l'immobilisation pour l'entité.

b) Méthode d'amortissement

- Logiciels :

Pour les structures des logiciels importants dont le coût d'acquisition est supérieur à 50 000 € 7 ans
Pour les autres (selon l'appréciation de la durée d'utilisation) entre 3 et 5 ans

- Installations générales, agencements 3 à 5ans
- Matériel de transport 3 ans
- Mobilier de bureau & informatique, mobilier 3 à 5 ans
- Matériels sportifs 2 ans
- Constructions :

Le siège social est composé de 2 lots de bureau. Le premier, acquis le 1er juillet 2003 et le second le 28 septembre 2012 ont été décomposés de la façon suivante :

Composant terrain	10 % non amortissable
Composant structure	70 % non amortie*
Composant façades et couvertures	10% amorti sur 15 ans
Composant chaudière, ascenseurs	10% amorti sur 15 ans

** L'article 214-4 du PCG indique que le "montant amortissable d'un actif est sa valeur brute sous déduction de sa valeur résiduelle. La valeur résiduelle est le montant, net des coûts de sortie attendus, qu'une entité obtiendrait de la cession de l'actif sur le marché à la fin de son utilisation. La valeur résiduelle d'un actif n'est prise en compte pour la détermination du montant amortissable que lorsqu'elle est à la fois significative et mesurable."*

La Fédération ayant fait faire une estimation de la valeur de marché de son siège social qui est supérieure au coût d'acquisition inscrit à l'actif, elle a fait le choix de ne pas amortir la structure de l'immeuble.

Immobilisations

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	1 343 190		94 127			1 437 317
	Immobilisations en cours	375 430		109 110	13 988		470 552
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 718 620	-	203 237	13 988	-	1 907 869

CORPORELLES	Terrains						-
	Constructions sur sol propre	961 660					961 660
	sur sol d'autrui						-
	instal. agenct aménagement						-
	Instal technique, matériel outillage industriels						-
	Instal., agencement, aménagement divers	473 910		15 086			488 996
	Matériel de transport	14 490					14 490
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	193 717		69 842		18 649	244 910
	Emballages récupérables et divers						-
	Immobilisations corporelles en cours						-
	Avances et acomptes						-
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 643 777	-	84 928	-	18 649	1 710 056

BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES						
--	--	--	--	--	--	--

FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						-
	Autres participations	17 320					17 320
	Autres titres immobilisés						-
	Prêts et autres immobilisations financières	8 698		2 268			10 966
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	26 018	0	2268	0	0	28 286

TOTAL	3 388 415	-	288 432	13 988	16 649	3 646 212
--------------	------------------	----------	----------------	---------------	---------------	------------------

Amortissements

Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
	Dotations	Diminutions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	830 130	166 511		996 641
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	830 130	166 511	-	996 641

CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	182 635	5 960		188 595
	sur sol d'autrui				-
	instal. agencement				-
	aménagement				-
	Instal technique, matériel outillage industriels				-
	Autres instal., agencement, aménagement divers	344 214	56 246		400 460
	Matériel de transport	14 490			14 490
	Matériel de bureau, mobilier	84 636	47 951	18 432	114 155
	Emballages récupérables et divers				-
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	625 975	110 157	18 432	717 700

TOTAL	1 456 105	276 667	18 432	1 714 341
--------------	------------------	----------------	---------------	------------------

c) Immobilisations financières

01/01/2023 31/12/2023

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Titres de participation	17 320
	Prêts	95
	Autres immobilisations financières	10 871
	Autres	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	28 286

La valeur brute **des titres de participation, des autres titres immobilisés et des valeurs mobilières de placement** est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

2. Actif circulant

a) Stocks et en cours

Les marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Le stock brut s'élève au 31/12/2023 à 143 902 €.

b) Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	1 028 150	1 028 150	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	700	700	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 215	2 215	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	203 482	203 482	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	384 072	384 072	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	285 715	285 715	
	Charges constatées d'avance	97 199	97 199	
TOTAL DES CREANCES		2 001 533	2 001 533	-

i. Détail des produits à recevoir

31/12/2023

Total des Produits à recevoir		613 560
Autres créances clients		74 421
<i>Clients - factures à établir</i>	74 421	
Autres créances		539 139
<i>IJ à recevoir</i>	2 215	
<i>Etat - subvention à recevoir</i>	308 768	
<i>Divers - produits à recevoir</i>	62 705	
<i>WETIX - Billetterie IFB</i>	165 451	

Disponibilités

L'état des comptes en banque et en caisse est le suivant :

- Comptes courants : 901 180 €
- Comptes épargne : 3 196 374 €
- Caisse : 35 411 €

c) Détail des charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			97 199
Assurances	01/01/2024 31/12/2024	9 092	
Frais de déplacements	01/01/2024 31/12/2024	42 622	
Contrats de maintenance et assistance informatique	01/01/2024 10/01/2025	15 130	
Documentation	01/01/2024 31/12/2024	9 965	
Honoraires	01/01/2024 31/12/2025	14 660	
Cotisations	01/01/2024 31/12/2024	5 729	
TOTAL			97 199

Les charges constatées d'avance correspondent à des achats de biens et de services dont la fourniture ou la prestation interviendra ultérieurement.

3. Tableau des dépréciations de l'actif

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS	Sur immobilisations incorporelles	289 153			289 153
	Sur immobilisations corporelles	-			-
	Sur legs ou donations immobilisations des titres mis en équivalence	-			-
	Sur stocks et en-cours	51 736		6 164	45 572
	Sur comptes clients, usagers	62 504	34 769		97 273
	Sur créances reçues par legs ou donations	-			-
	Autres	-			-
	PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS	403 393	34 769	6 164	431 998

Provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles :

La provision pour dépréciation du logiciel de gestion des compétitions comptabilisée en 2020 à hauteur de 80% des dépenses engagées a été maintenue. Bien que le projet soit suspendu, la gouvernance estime qu'une partie du projet pourrait être utilisée ultérieurement.

Provision pour clients douteux :

Les créances clients N-2 et N-3 ont été dépréciés à 100 % et celles de N-1 à 50 %.

4. Tableau de variation des fonds propres

	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					812 354
Réserves pour projet de l'entité	983 784	(171 430)			
Autres réserves					2 076 400
Report à nouveau	2 247 095	(170 695)		1 323 725	(1 323 725)
Excédent ou déficit de l'exercice	(342 125)	342 125			
Situation nette	2 888 754			1 323 725	1 565 029
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	126 100		2 428	28 000	100 528
Provisions réglementées					
TOTAL	3 014 854		2 428	1 351 725	1 665 557

Réserves pour projets de l'entité :

380 000 € de réserves pour les Championnats du monde 2025 ;

432 354 € de réserves provenant d'anciens fonds fléchés.

Subvention d'investissements :

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	131 000	24 695	22 267	133 428
Quotes-parts virées au résultat	4 900	28 000		32 900
Montant net en fonds propres	126 100	52 695	22 267	100 528

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi de reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présenté au bilan.

Le contrat de performance signé avec l'Agence Nationale du Sport (ANS) prévoit le financement de biens comptabilisés à l'actif immobilisé de la Fédération. La part de la subvention finançant ces acquisitions est portée en « subvention d'investissement » afin de permettre une meilleure lisibilité du compte de résultat. En effet, la comptabilisation de cette subvention en produit entraînerait un décalage au niveau du résultat de l'exercice et des exercices à venir tout au long de la durée de l'amortissement des biens financés par l'ANS. Ce reclassement en « Subventions d'investissement » est reporté au compte de résultat selon le même rythme que les dotations aux amortissements des biens financés.

5. Tableau de variation des fonds dédiés

Fonds dédiés clôture 31/12/2022	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	
		Montant global	dont rembour-- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

Subventions d'exploitation							
Convention Haute performance							
- Avenant plan numérique	60 708	60 000	48 977		71 731		
- Avenant soutien entraîneurs et recherche	88 244		60 000		28 244		
Contrat de développement	20 852		20 852		-		
ESQ équipement	30 000		30 000		-		
Convention Impact Paris 2024	65 000	35 617	65 000		35 617		
Convention PIC	3 600		3 600		-		
Reclassement subvention d'investissement				24 695	- 24 695		
Contributions financières d'autres org.							
PAIF CNOSF							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	268 404	95 617	228 429	-	24 695	110 897	-

Nous enregistrons en fonds dédiés, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectée par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

6. Tableau de variation des provisions pour risques et charges

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2022
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	22 430			22 430
	Pour garanties données aux clients	-			-
	Pour pertes sur marchés à terme	-			-
	Pour amendes et pénalités	-			-
	Pour pertes de change	-			-
	Pour pensions et obligations similaires	-			-
	Pour impôts	-			-
	Pour renouvellement des immobilisations	-			-
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	-			-
	Pour charges sociales et fiscales sur congés à payer	-			-
	Autres	82 439	30 916		113 355
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	104 869	30 916		135 785

Les provisions pour risques constituées d'un litige prud'hommal pour 22 430 € a été maintenue.

Les provisions pour charges sont constituées de la provision d'indemnités de départ à la retraite pour 113 355 €.

L'évaluation des indemnités de fin de carrière, à défaut d'évaluation actuarielle, a été estimée en fonction des hypothèses suivantes, en tenant compte d'un taux d'actualisation de la dette de 3,10% :

- Départ volontaire à l'initiative des salariés 100%,
- Age de départ en retraite à 64 ans,
- Hypothèse de probabilité de présence : 100 % au-delà de 55 ans, 75% entre 50 et 55 ans, 50 % au-delà de 45 ans.
- Taux de charges sociales retenu : 50 %.

Ces indemnités ont été provisionnées pour la première fois en 2014.

7. Dettes

a) Etat des dettes

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	25 017	25 017		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	1 512 258	1 512 258		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	272 643	272 643		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	362 550	362 550		
	Impôts sur les bénéfices	17 008	17 008		
	Taxes sur la valeur ajoutée	21 683	21 683		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	73 815	73 815		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	99 459	99 459		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	3 481 603	3 481 603		
TOTAL DES DETTES		5 866 035	5 866 035		

Le compte courant « Equipe de France » présente un solde créditeur de 25 017 € au 31/12/2023.

b) Charges à payer

31/12/2023

Total des Charges à payer		783 751
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		288 486
<i>Fournisseurs Factures non parvenues</i>	288 486	
Dettes fiscales et sociales		395 606
<i>Dettes provisionnées pour congés à payer</i>	255 562	
<i>Personnel - autres charges à payer</i>		
<i>Charges sociales s/congés à payer</i>	135 752	
<i>Charges sociales - charges à payer</i>		
<i>Formation Continue</i>	4 291	
Autres dettes		99 459
<i>R.R.R. à accorder</i>		
<i>Clients dettes pour emb. consigné</i>	(4 725)	
<i>Divers - charges à payer</i>	39 384	
<i>Plan Emploi Fédéral - Charges à payer</i>	47 000	
<i>Service Civique - Charges à payer</i>	17 800	

c) Produits constatés d'avance

	Montants	31/12/2023
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION		3 481 603
Partenariats		
Affiliations et licences	3 481 603	
Inscriptions sur les compétitions		
Inscriptions aux formations		
Produits constatés d'avance - FINANCIERS		
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS		
Total		3 481 603

Les produits constatés d'avance sont des produits perçus ou comptabilisés avant que les prestations ou les fournitures les justifiant aient été effectuées ou fournies.

V. Informations relatives au compte de résultat

1. Produits d'exploitation du compte de résultat

		01/01/2023 31/12/2023	01/01/2022 31/12/2022	Variations
PRODUITS DU COMPTE DE RESULTAT	Licences	5 353 560	4 631 897	721 663
	Affiliations	133 070	132 837	233
	Abonnements 100% Bad	0	210 986	-210 986
	Vente de marchandises	45 981	49 937	-3 956
	Partenariats	1 277 781	959 029	318 752
	Billetterie	375 679	372 143	3 536
	Inscriptions Formations	398 840	297 181	101 659
	Autres prestations	162 558	103 439	59 119
	Subventions d'exploitation et contributions fin.	2 163 705	2 239 316	-75 611
	Reprises sur provisions, transferts de charges	582 237	415 933	166 304
	Reprise de fonds dédiés	228 429	189 049	39 380
	Participation fédérale s/les tournois	481 312	393 906	87 406
	Inscriptions Compétitions	120 588	101 405	19 183
	Autres	100 998	116 315	-15 317
	PRODUITS DU COMPTE DE RESULTAT	11 424 738	10 213 373	1 211 365

a) Détail des subventions

		Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
NATURE DU CONCOURS OU DE LA SUBVENTION	Concours publics					
	Subvention d'exploitation		2 018 488	130 667		
	Subvention d'investissement		2 428			
	TOTAL SUBVENTIONS	0	2 020 916	130 667	0	0

- Variation des subventions d'exploitation

		01/01/2023 31/12/2023	01/01/2022 31/12/2022	Variations
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	Subventions A.N.S (Haute performance et contrat de développement.)	1 766 989	1 729 600	37 389
	Autres subventions	251 499	339 227	-87 728
	Subventions sur événements	100 000	89 400	10 600
	Subventions sur emploi	30 667	40 000	-9 333
	Autres			0
	TOTAL SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	2 149 155	2 198 227	-49 072

b) Ressources de l'organisme de formation FORMABAD

La Fédération dispose en son sein d'un organisme de formation FORMABAD.

i. Tableau des ressources de l'organisme de formation

Origine des fonds	Montant (N)		Montant (N-1)	
	en €	en %	en €	en %
1 - Ressources provenant des entreprises et administrations pour leurs salariés et des particuliers				
Entreprises	92 590	20	33 685	10
État, Collectivités locales, Établissements publics		0		
Entreprises, FONGECIF, OMA, OPCO	289 556	63	231 514	67
Particuliers	16 694	4	28 015	8
Sous total 1	398 840		293 214	
2 - Ressources provenant des pouvoirs publics				
Instances européennes				
État	12 100	3	1 910	1
Régions	0	0	14 057	4
Autres collectivités territoriales		0		
Sous total 2	12 100		15 967	
3 - Autres				
Autres organismes de formation		0		
Autres ressources	46 934	10	35 962	10
Sous total 3	46 934		35 962	
Total des ressources	457 874	100	345 143	100

ii. Décomposition des actions de formation par finalité

FINALITE DES ACTIONS	VOLUMES FINANCIERS			
	Montant (N)		Montant (N-1)	
	en €	en %	en €	en %
Diplômantes (1)	153 385	38	90 409	31
Perfectionnement professionnel et qualifiant (2)	245 455	62	202 805	69
Insertion sociale				
Total	398 840	100	293 214	100

(1) Diplômes nationaux, titres homologués.

(2) Certificats de branches, certificats d'entreprise, attestations

2. Honoraires des commissaires aux comptes

	01/01/2023 31/12/2023
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	21 000
Au titre d'autres prestations	
TOTAL HONORAIRES	21 000

3. Tableau des aides versées

	31/12/2023	31/12/2022
Aides versées aux clubs	155 459	194 295
Aides versées aux comités	25 500	61 500
Aides versées aux ligues	418 546	408 550
Aides versées aux collectivités	4 951	
Aides versées aux pôles espoirs	108 000	116 100
Aides versées aux athlètes	16 925	3 944
Total des aides versées	729 381	784 389

4. Sectorisation des activités

Notre entité sectorise ses activités non lucratives, lucratives et de formation.

Ventilation des produits, des charges et résultats par secteur

SECTEUR	PRODUITS	CHARGES	RESULTAT
ASSOCIATIF	9 390 264	9 714 188	- 323 924
LUCRATIF	1 686 916	2 457 887	- 770 971
FORMATION	455 374	684 205	- 228 830
TOTAL FFBAD	11 532 554	12 856 279	- 1 323 725

VI. Autres informations

1. Informations relatives à l'effectif

		Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures	24	24
	Professions intermédiaires		
	Employés	15	
	Ouvriers		
	TOTAL EFFECTIF	39	24

L'effectif des salariés de la Fédération Française de Badminton est de 39 équivalents temps plein sur l'exercice 2023.

La Fédération bénéficie également de l'appui de 24 conseillers techniques sportifs placés auprès d'elle par le ministère des Sports.

2. Informations relatives aux dirigeants

	01/01/2023 31/12/2023
Rémunérations des membres :	
- des organes d'administration	28 857
- des organes de direction	
- des organes de direction	
TOTAL REMUNERATION DES MEMBRES	28 857

En conformité avec les articles 261-7-1°-d et 242-c du Code Général des Impôts, et en application de l'Article 4.6 des Statuts de la Fédération, le Conseil exécutif a voté le 17 février 2021 les modalités de rétribution des élus de la Fédération.

Au titre de la période courant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023, le montant de la rétribution versée au Président Yohan Penel, s'est élevé à 28 857 € bruts.

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versé aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles s'élève à 28 857 € bruts pour l'exercice 2023.

VII. Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

1. Engagements financiers donnés et reçus

Cautionnements au 31/12/2023

- Après du Crédit Agricole Centre Loire pour un prêt consenti à la Ligue du Centre de Badminton d'un montant initial de 92 000 € pour 18 803 €.
- Après de la Caisse d'Epargne du Languedoc Roussillon pour un prêt consenti à la Ligue Occitanie de Badminton d'un montant initial de 87 000 € pour 5 887 €.

Engagements concernant l'organisation de championnats et autres évènements :

Championnats du monde en 2025 : Budget prévu de l'évènement 2 735 000 € avec une part fédérale estimée à 380 000 €.

2. Contributions volontaires en nature

L'article 211-1 du règlement N° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif définit les contributions volontaires en nature de la manière suivante :

« Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services. »

L'article 211-2 indique que « les contributions volontaires en nature sont valorisées et comptabilisées si les deux conditions suivantes sont remplies :

- la nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité ;
- l'entité est en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature. »

La Fédération valorise les contributions volontaires en nature comme présentées ci-après :

- Sur les évènements internationaux :

Les volontaires bénévoles sont valorisés au SMIC horaire de 11.52 € bruts en retenant un taux de charge de 42 %. Les juges de ligne et les membres de l'organisation, élus compris, sont valorisés à la tranche A du plafond de la Sécurité sociale, soit 24 € de l'heure avec un taux de charges de 45 %.

- Sur les commissions fédérales (y compris Conseil des présidents de ligues), les bénévoles sont valorisés à la tranche A du plafond de la Sécurité sociale.

- Les cadres d'Etat (Conseillers Techniques Sportifs) sont valorisés à 70 530 € bruts chargés.

	Nombre d'heures de bénévolat	Valorisation en €
Internationaux de France JDL, élus, membres de l'organisation	10 712	224 051
Commissions fédérales et CPL	418	16 365
CTS (24)		1 692 720
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	11 130	1 933 135